

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 30 septembre au 6 octobre 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine : l'épargne des ménages	2
Le graphique de la semaine	2
En bref	3
Actualités macroéconomiques	3
CONJONCTURE ET ENTREPRISES.....	3
Actualités commerce et investissement	4
COMMERCE.....	4
SANCTIONS.....	5
Actualités financières	5
REGLEMENTATION FINANCIERE	5
MARCHES FINANCIERS	6
FONDS DE PENSION.....	6

Le chiffre de la semaine : l'épargne des ménages

Au T2 2025, l'ONS indique que le taux d'épargne des ménages britanniques s'est élevé à 10,7% du revenu disponible, contre une moyenne de 5,6% avant la pandémie.

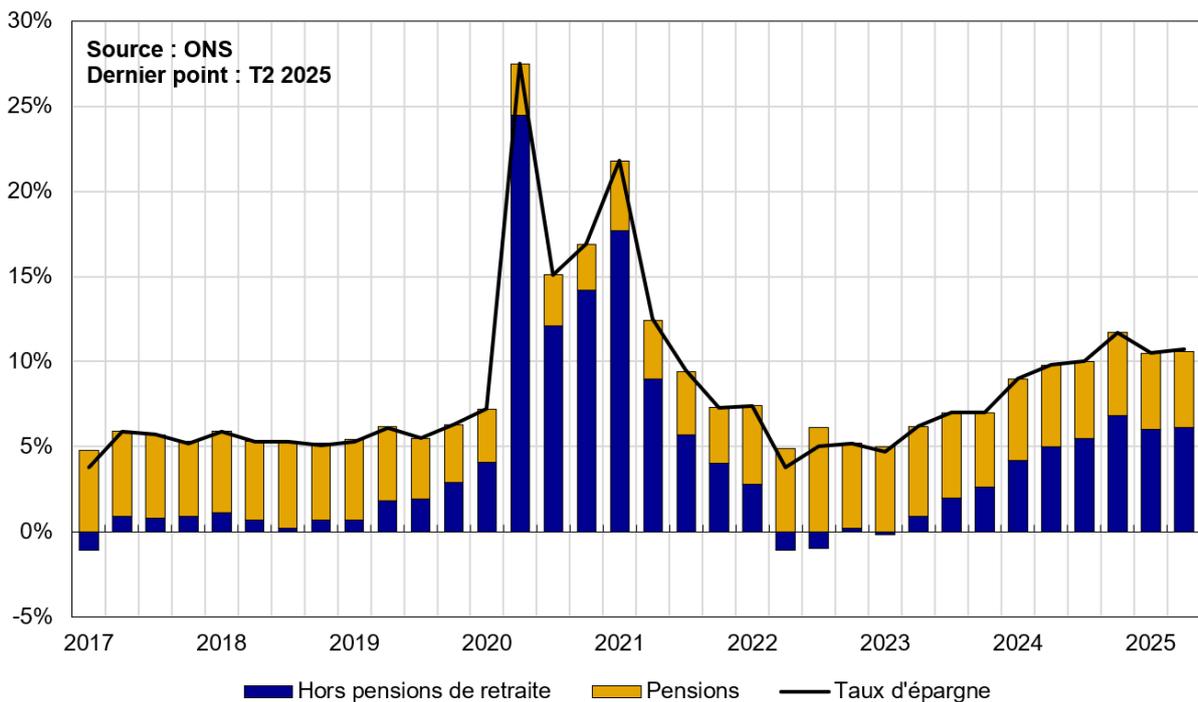
Cette hausse reflète principalement l'augmentation des salaires et la baisse des impôts sur le revenu et le patrimoine. L'ONS a par ailleurs confirmé que le PIB avait progressé de +0,3% au T2, contre +0,7% au trimestre précédent, la consommation des ménages n'augmentant que de +0,1% malgré la hausse du revenu disponible. Les secteurs orientés vers le consommateur (comme les bars et restaurants) ont enregistré un recul de leur activité (-0,1%). Les détaillants signalent un ralentissement de la demande et une confiance des consommateurs fragile. Les analystes soulignent que la prudence des ménages, combinée aux incertitudes autour du prochain Budget du 26 novembre et des possibles hausses d'impôts, risque de maintenir la croissance à un rythme faible au cours des prochains trimestres.

LE CHIFFRE À RETENIR

10,7%

Le graphique de la semaine

Taux d'épargne des ménages (2017-2025)



En bref

- Sur la semaine, la livre sterling s'apprécie par rapport à l'euro et atteint 1,1508 € (+0,5 %). La livre s'apprécie dans une moindre mesure contre le dollar américain et atteint 1,3470 (+0,2 %).
- Les rendements obligataires sont en légère hausse sur la semaine. Au 6 octobre, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,74 % (+4 pdb), quand le *gilt* à 30 ans atteint 5,56 % (+5 pdb).
- La Haute Cour de Londres a rejeté la plainte à 1,4 Md£ du [Danemark](#) contre le trader Sanjay Shah et son *hedge fund* basé à Londres dans le cadre d'une affaire sur des schémas « Cum-ex ». Le Danemark prévoit de faire appel.
- Yadi Zhang a plaidé coupable lors du premier jour de [son procès](#), dans l'affaire qui a mené à la plus grande saisie de cryptoactifs de l'histoire à hauteur de 5 Md£ au cours actuel du bitcoin.
- Le [Pension Protection Fund](#) suspend son prélèvement sur les régimes de retraite à prestations définies pour cette année.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture et entreprises

Selon le *British Retail Consortium*, l'inflation des prix en magasin [a atteint +1,4 % en septembre \(après +0,9 % en août\)](#), son plus haut niveau depuis mars 2024. L'inflation alimentaire reste élevée (+4,2 %) en raison de la hausse des prix du bœuf et des produits laitiers, tandis que les prix non alimentaires ont reculé (-0,1 %). La hausse des coûts salariaux, des cotisations patronales et la mise en place prochaine d'une taxe sur les emballages contribuent à ces pressions. Les consommateurs font face à des dépenses croissantes, alors que la chancelière Rachel Reeves pourrait augmenter les prélèvements obligatoires au *Budget* du 26 novembre. Les détaillants alertent sur le risque que de nouvelles hausses d'impôts prolongent les pressions sur les prix.

En septembre, l'[enquête mensuelle](#) effectuée par la Banque d'Angleterre auprès des directeurs financiers d'entreprises britanniques révèle un maintien des anticipations d'inflation mais un affaiblissement de l'emploi. Les anticipations de hausse des prix de production des entreprises à horizon d'un an sont restées constantes en septembre (+3,7 %). Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) à un an augmentent à +3,4 % en septembre (+0,1 pt), et les anticipations à trois ans demeurent inchangées à +2,9 %. En outre, la croissance des salaires attendue pour l'année reste à +3,6 %, soit 1,0 pt en dessous du niveau actuel de +4,6 %. L'emploi aurait reculé sur l'année (-0,5 %), et les anticipations pour l'année à venir ont diminué pour s'établir à +0,0 % (-0,2 pt). Enfin, l'enquête révèle un haut niveau d'incertitude : 58 % des entreprises considèrent que l'incertitude est « élevée ou très élevée ».

La chancelière de l'Échiquier, Rachel Reeves, [envisagerait](#) d'exempter les grandes enseignes de la tranche supérieure des *business rates*, sous la pression des grands distributeurs. Les *business rates* sont une taxe foncière que les entreprises britanniques paient en fonction de la valeur locative de leurs locaux, et affectent principalement le commerce de détail. L'an dernier, le gouvernement avait proposé d'augmenter le taux appliqué aux propriétés d'une valeur supérieure à 500 000 £, et de rendre permanents les allègements pour les petits commerces et l'hôtellerie. La réforme, censée entrer en vigueur en avril 2026, n'a pas encore été précisée : ni les taux ni les ajustements ne

sont connus. Face à ce flou, les grandes enseignes ont exercé une forte pression sur le Trésor, estimant qu'une hausse de la taxe rendrait certains points de vente non rentables et accentuerait l'inflation des biens alimentaires. Rachel Reeves envisagerait désormais de les retirer de la tranche supérieure du dispositif, après des discussions tendues avec les dirigeants du secteur. Le Trésor n'a pas confirmé l'information.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Premier ministre britannique Keir Starmer se rend à [Mumbai](#) cette semaine afin de renforcer le partenariat du Royaume-Uni avec l'Inde dans les secteurs de la tech et de la sécurité. A l'occasion de cette visite, K. Starmer délivrera un discours à un festival dédié aux technologies financières, le [Global Fintech Fest](#), avant d'échanger avec les ministres indiens sur l'initiative 2024 *UK-India Technology Security Initiative*. Ce partenariat porte sur la coopération dans les domaines des télécommunications, des minéraux critiques, de l'intelligence artificielle, de la technologie quantique, des biotechnologies, des matériaux avancés et des semi-conducteurs. K. Starmer et son homologue indien Narendra Modi tiendront également une réunion conjointe du conseil économique et commercial, un processus ministériel bilatéral avec les entreprises, afin d'examiner comment celles-ci peuvent tirer parti de l'accord commercial conclu en juillet.

Le Royaume-Uni et le [Groënland](#) ont repris les négociations pour un accord de commerce. Les deux pays souhaitent réduire les droits de douanes sur plus de 70 M£ d'importations de produits de la mer provenant du Groenland, permettant ainsi de réduire les prix pour le consommateur britannique. Par ailleurs, l'accord vise à renforcer la coopération dans le domaine des minéraux critiques. Les entreprises britanniques détiennent actuellement un tiers des licences minières au Groenland. Un renforcement de la coopération dans ce [secteur stratégique](#) permettrait au Royaume-Uni de renforcer sa sécurité économique au sein des chaînes de valeur et de réduire sa dépendance vis-à-vis de la volatilité des marchés mondiaux.

Des mesures de réduction des [quotas d'importations d'acier](#) de l'UE risquent d'affecter l'industrie sidérurgique britannique, déjà fragilisée par les droits de douane américains. Les entreprises sidérurgiques britanniques dont British Steel s'inquiètent de leur accès au marché européen, représentant leur première destination d'exportation, alors que la Commission européenne prévoit d'annoncer une réduction de moitié les quotas d'importation d'acier étranger. En effet, 1,9 million de tonnes d'acier britannique sont destinées à l'UE (contre 200 000 tonnes destinées aux États-Unis), sur les 4 millions de tonnes produites au Royaume-Uni. Dans le contexte des droits de douane américains et des surcapacités de la Chine, l'UE souhaite désormais protéger son industrie sidérurgique vis-à-vis des importations d'acier étranger.

***TruffleHunter*, une entreprise britannique spécialisée dans les produits à base de truffe, a réussi à s'implanter sur de [nouveaux marchés internationaux](#) grâce au dispositif *Small Export Builder* de l'agence de crédit export *UK Export Finance* (UKEF).** En effet, l'entreprise a pu sécuriser des contrats d'une valeur totale de 22 500 £ en Malaisie et aux Philippines, des marchés où les assurances commerciales ne couvrent généralement pas les petites exportations. Le dispositif *Small Export Builder* permet aux entreprises d'exporter leur production avec un crédit initial allant jusqu'à 25 000 £ et pouvant ensuite être porté jusqu'à 100 000 £. Grâce à ce dispositif, *TruffleHunter* a également obtenu de nouvelles commandes en Thaïlande, en Équateur et au Mexique.

Sanctions

Le Royaume-Uni a annoncé l'imposition de **sanctions** à plus de 70 individus et organisations iraniens liés au programme nucléaire iranien. Cette annonce a été prononcée parallèlement aux actions de l'UE et fait suite à des discussions conjointes avec l'Allemagne et la France. En effet, le programme nucléaire iranien enfreint les restrictions imposées par le *Joint Comprehensive Plan of Action* et dépasse les limites autorisées de stock d'uranium. À la suite de la mise en œuvre des sanctions, le Royaume-Uni a également l'intention d'adopter une législation visant à imposer de nouvelles mesures sectorielles, ciblant les secteurs de la finance, de l'énergie, du transport maritime, des logiciels et d'autres industries importantes qui contribuent à l'escalade nucléaire iranienne.

Actualités financières

Réglementation financière

Dans une tribune publiée dans le [Financial Times](#), le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE), Andrew Bailey, reconnaît que les *stablecoins* pourraient, à terme, remplir certaines fonctions de la monnaie et transformer en profondeur le système financier. Il s'agit d'un infléchissement notable par rapport à son discours de *Mansion House* en juillet, où il exprimait son scepticisme quant à leur capacité à se substituer à la monnaie fiduciaire. Il reconnaît désormais qu'il est possible, « au moins partiellement de dissocier la monnaie de l'octroi de crédit, avec une coexistence entre banques et *stablecoins* ». Enfin, Andrew Bailey mentionne que les *stablecoins* britanniques devront avoir accès à un compte à la BoE pour renforcer leur statut de monnaie. Une consultation sera lancée par la Banque d'Angleterre dans les prochains mois pour définir les standards réglementaires à appliquer aux *stablecoins* au Royaume-Uni, intégrant notamment des exigences spécifiques à cette classe d'actifs (par exemple la nécessité d'assurance contre les cyber-attaques).

Le directeur général de la *Financial Conduct Authority* (FCA) [a écrit](#) à la chancelière Rachel Reeves pour l'informer de sa volonté de modifier le cadre d'application du *consumer duty*, allégeant une contrainte pour certains prestataires de services financiers. Une des mesures mentionnées est de différencier les clients particuliers des clients professionnels (qui ne seraient plus concernés par le *consumer duty*). La FCA proposera aussi début 2026 d'exempter les entreprises avec des clients non-britanniques de certaines dispositions du *consumer duty*. Ces changements étaient demandés par certaines associations de défense des intérêts du secteur (*UK Finance*, *Association for Financial Markets in Europe*).

Le [Financial Times](#) rapporte que le gouvernement pourrait proposer une exemption de *stamp duty* pour les nouvelles cotations. Les investisseurs seraient exemptés de cette taxe de 0,5 % pour l'achat d'actions d'entreprises nouvellement introduites en bourse pendant les 2 à 3 années suivant la cotation. Cette mesure, si elle est incluse dans le budget du 26 novembre, permettrait d'améliorer la liquidité des actions et d'accroître la compétitivité de la Bourse de Londres. Le marché junior de la Bourse de Londres, dit *Aim market*, est exempt de *stamp duty* et a vu 142 M£ levés sur les 9 premiers mois de l'année 2025, contre 68 M£ pour le marché principal.

Le [Financial Times](#) indique que la fintech britannique Monzo prépare une nouvelle demande de licence bancaire auprès du régulateur américain. Des cadres de Monzo estiment que le contexte de dérégulation promu par l'administration Trump augmente les chances d'approbation, après une tentative abandonnée en 2021 après que l'*Office of the Comptroller of the Currency* (OCC) ait signifié un probable refus. La

licence bancaire permettrait à Monzo d'accélérer son développement aux États-Unis, tendance partagée par d'autres fintechs (Checkout.com, Revolut, Starling).

Marchés financiers

Le spécialiste des prêts Shawbrook a annoncé son [intention de se coter](#) à la bourse de Londres pour permettre aux fonds d'investissement présents au capital de *cash-out*. La cotation devrait concerner 10% du capital de l'entreprise, par vente d'actions nouvelles et existantes. Les analystes mentionnent que la valorisation de l'entreprise pourrait atteindre 2 Md£, ce qui en ferait la plus grande introduction en bourse de l'année à Londres. Le directeur financier mentionne la place de Londres comme « le seul choix logique » car l'entreprise et ses clients sont britanniques. La cotation fait suite à deux tentatives abandonnées en 2022 (base client fortement touchée par l'inflation) et en 2025 (guerre commerciale de Donald Trump). D'après le [Financial Times](#), les actionnaires souhaitaient lancer le processus de cotation au plus vite pour éviter de rendre obsolète les *due diligences* effectuées.

[JPMorgan Chase](#) se prépare à lancer un service d'investissement destiné aux clients particuliers au Royaume-Uni en 2026. Le service sera disponible sur une application mobile et comprendra des outils de planification financière et de conseil, ainsi qu'une plateforme pour acheter directement des actifs (actions, obligations, autres actifs). La banque américaine s'appuiera sur son gestionnaire de fortune *Nutmeg* acquis en 2021, mais fera disparaître cette marque. Ce lancement intervient alors que le gouvernement a réaffirmé dans le discours de *Mansion House* l'été dernier la volonté de mobiliser l'épargne des ménages britanniques.

Le [Financial Times](#) évoque un [abandon possible](#) de la *joint-venture* entre Lloyds et Schroders dans le domaine de la gestion de fortune après la non-atteinte de leurs objectifs. Cette co-entreprise *Schroders Personal Wealth*, lancée en 2019, visait à cibler le secteur des clients *mass affluent*. L'objectif initial était de devenir le numéro 3 du marché de la planification financière avec 25 Md£ sous gestion d'ici à 2024. À la fin 2024, la co-entreprise gérait 15,7 Md£ d'actifs, soit près de 40% de moins. Lloyds va racheter les 49,9% de Schroders.

Fonds de pension

Un email du ministère du logement, des communautés et des collectivités locales dont le [Financial Times](#) a eu connaissance émettrait des réserves sur la capacité d'un pool unique à accueillir les actifs de deux pools de fonds de pension de la fonction publique locale dont le gouvernement avait demandé la fermeture. Les pools ACCESS et Brunel ont vocation à être fermés et fusionnés avec d'autres pools du *Local Government Pension Scheme* (LGPS) – cf. [Brèves n°15](#). Des rumeurs annonçaient la volonté des collectivités concernées de créer un « méga-fonds » pour accueillir tous les actifs des deux pools, soit plus de 100 Md£ (sur les 392 Md£ des 8 pools actuels du LGPS). Les ministres préféreraient une allocation de ces actifs répartie entre les 6 autres pools. La fermeture de ces deux pools risque d'engendrer des [pertes de mandat](#) pour les gestionnaires d'actifs actuels, notamment Baillie Gifford (exposé à hauteur d'environ 10 Md£).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr